



5 mars 2003

Christian SAUTTER

L'OFFENSIVE CONTRE LES SERVICES PUBLICS

Vendredi dernier, j'ai arpenté la porte de Clignancourt avec deux adjointes du Maire de Paris pour suivre des expériences de re-création d'emplois dans des quartiers particulièrement difficiles que les urbanistes de l'entre-deux guerres avaient coincés entre l'anneau des boulevards des Maréchaux et celui maintenant occupé par le boulevard périphérique. Les logements sociaux en briques juxtaposent leurs blocs compacts et, en pied d'immeubles, les commerces vivent.

Dans cet univers gris, soulignons trois touches de couleurs: madame Petit, responsable dynamique de l'association des commerçants, l'arrivée d'un magasin Bricorama, qui va embaucher 17 jeunes du quartier (vive l'embauche de proximité !!) et la rénovation du bureau de Poste.

Ce bureau devait migrer vers un quartier plus tranquille mais, grâce au courage d'Annick Lepetit, maire du XVIIIe, il reste et s'étend pour accueillir une clientèle plus large, notamment d'entreprises, qui sont pour l'instant à l'état virtuel.

Et une partie du bureau de Poste a été aménagée pour accueillir d'autres services administratifs venant tenir des permanences pour les chômeurs, les familles, les retraités, etc. Cette idée de bon sens qui a été lancée, il y a une bonne quinzaine d'années par le sénateur Gérard Delfau, pour maintenir les bureaux de poste ruraux (et non pas urbains), commence à recevoir un début d'application. J'avais, à Bercy, avancé la même idée pour préserver l'activité des minuscules perceptions rurales, mais en vain. Le service public évolue, mais avec une vraie lenteur.

Peu après, je participais à un après-midi de réflexion sur le futur programme de la gauche aux élections régionales de 2004. De bonnes idées ont fusé, mais j'ai surtout été frappé par la remarquable unanimité des représentants de trois syndicats d'enseignants qui, tout en reconnaissant que l'Éducation nationale reproduisait les inégalités sociales (ce que l'on sait depuis "Les héritiers" de Bourdieu et Passeron dans les années soixante), affirmaient tous que l'erreur absolue serait de transférer la gestion de personnels aux Conseils régionaux. Les tambours du social-conservatisme continuent de battre leur cadence inépuisable.

Tout ceci m'a fait réfléchir pour préparer l'exposé d'ouverture d'un colloque "Quel service public dans l'Europe ?" qu'organisait l'association "Démocraties" le samedi 1er mars. J'y ai esquissé trois idées.

* Le service public, ou plutôt le "service d'intérêt général" est au coeur d'un modèle européen distinct du modèle anglo-saxon de société de profit, où la valeur de l'argent classe les individus, selon leurs gains et leurs consommations. Dans le modèle européen (idéal ?), l'efficacité économique et la solidarité vont de pair. Au croisement de l'efficacité économique et de la solidarité, il y a le service d'intérêt général, accessible à tous les citoyens, quels que soient leur revenu, leur lieu d'habitation, leur race, leur religion.

* Les services publics sont de divers types : services publics à caractère industriel et commercial (eau, énergie, transports, télécoms) ; services publics à caractère social (maladie, chômage, vieillesse) ; services publics à caractère sociétal (éducation, culture) ; services publics à caractère régalien (sécurité, justice, défense, diplomatie).

* La plupart de ces services publics sont l'objet d'une offensive violente, qui a un caractère idéologique (le libéralisme conquérant) mais surtout une logique économique profonde qu'il faut bien comprendre.

La croissance rapide des années cinquante et soixante a été portée par un capitalisme industriel performant qui investissait massivement pour satisfaire la demande de biens de consommation durables. C'était l'époque reine de l'industrie automobile et de l'électronique grand-public (les trois C disent les japonais : car, color TV, cooler). Cette demande des consommateurs des pays riches de l'OCDE s'est assez vite saturée et il a fallu trouver d'autres débouchés. Les pays émergents et la Chine offrent encore de belles promesses mais cela ne suffit pas à faire tourner le capitalisme occidental.

D'où l'idée, assez simple, d'aller chasser sur les terres du service public. Les services publics industriels, une fois privatisés, permettent d'écarter la clientèle aisée et concentrée des villes avec des prix attractifs, en laissant de côté la clientèle moins solvable et plus difficile à desservir des campagnes. La sécurité, coûteuse, est assurée au minimum. La panne d'électricité en Californie et les accidents répétés des chemins de fer britanniques montrent les dangers d'une telle conception à courte vue des services publics industriels.

Cette intrusion de l'entreprise dérégulée dans le domaine du service public à caractère industriel n'est qu'un aspect de l'offensive que j'évoquais plus haut. Au moins aussi important me semble être le constat que la demande des consommateurs s'est déplacée, non vers d'autres produits manufacturés (le téléphone mobile et l'ordinateur portable étant deux exceptions notables), mais vers des services : la demande de soins, la demande de sécurité pour les vieux jours, la demande de culture et de loisirs, la demande de formation continue pour rester dans le coup de métiers qui changent vite.

Ces demandes en progression très rapide des classes moyennes urbaines sont le plus souvent solvables. L'entreprise privée vient logiquement déployer ses charmes devant ceux qui peuvent payer davantage pour avoir un service d'une qualité supérieure à la moyenne.

C'est dans cette logique fondamentale que se situent les projets d'assurance-maladie complémentaire, de retraites par capitalisation, voire de milices privées pour ghettos riches. Les services publics à caractère social sont donc dans le collimateur d'entreprises de profit parfaitement cohérentes avec elles-mêmes, qui laissent à la

puissance publique ou à la charité privée le soin de s'occuper de ceux qui ne peuvent payer.

Allons un peu plus loin. La culture et l'éducation sont pour la majorité des Français et de nombreux Européens des "biens publics", gratuits ou à des prix subventionnés. Mais l'industrie culturelle américaine (et j'emploie cette expression à dessein) a déjà conquis nos écrans de télévision et critique, dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pratiques "archaïques" du prix unique du livre ou du financement public du cinéma. Et l'industrie éducative américaine (même remarque) vend de la formation haut de gamme (et haut prix) à distance par Internet.

Que faire face à une telle offensive qui est aussi naturelle que la marée montant sur la plage ?

Il ne faut certainement pas, à mon avis, se barricader derrière les châteaux de sable des statuts des personnels et des entreprises publiques. Le débat récent sur le régime des retraites d'EDF et sur le remords socialiste d'avoir ouvert le capital de la première entreprise européenne d'électricité me semble relever de dérisoires jeux d'enfants. La vraie question est de savoir comment EDF pourra dans dix ans concilier son indéniable efficacité économique avec la contrainte d'alimenter tout Européen, quelle que soit son lieu d'habitation ou de production (régulation de service public) et l'autre contrainte de traiter les abondants déchets nucléaires accumulés depuis trente ans (autre régulation de service public). C'est davantage affaire de règles publiques que de propriété du capital.

Entre le couple efficacité/solidarité qui devrait caractériser le service d'intérêt général en Europe, et le couple rentabilité/charité, qui inspire le nouveau capitalisme financier à visage humain, la compétition est lancée.

Christian Sautter